

Le Conseil fédéral — Le portail du Gouvernement suisse

Publié le 21 mai 2012

Assemblée mondiale de la Santé

Genève, 21.5.2012 - Allocution du Conseiller fédéral Alain Berset - Seules les paroles prononcées font foi.

Monsieur le Président,

Madame la Directrice générale,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

A l'heure où s'ouvrent les travaux de la 65^e Assemblée mondiale de la Santé, le gouvernement de la Confédération suisse ainsi que les autorités du Canton et de la Ville de Genève se réjouissent de vous accueillir et vous souhaitent la bienvenue.

Comme chaque année au mois de mai, nous sommes réunis pour faire progresser la cause de la santé. C'est une grande responsabilité. Le thème de notre débat général, "Vers une couverture universelle", touche à un enjeu essentiel.

Comment assurer un accès équitable et à un coût abordable aux prestations essentielles de santé? Ce défi concerne tous les Etats, quelle que soit leur situation économique et politique.

La couverture universelle dépasse les seules questions de financement: elle comprend aussi la présence d'un personnel de santé qualifié et en nombre suffisant dans tous les domaines, l'accès aux médicaments ainsi qu'une politique de santé s'étendant notamment aux aspects liés à la sécurité sociale et au travail. Le Rapport 2010 sur la santé dans le monde ainsi que la déclaration issue du récent Forum international de Mexico sur la couverture universelle l'ont souligné : des progrès sont possibles dans chaque pays.

Certes, aucun Etat ne saurait garantir à ses citoyennes et citoyens d'être et de rester en bonne santé. Mais chaque pays a le devoir de faire de son mieux, en fonction de ses ressources, pour créer, maintenir et développer un système de santé aussi efficace et équitable que possible.

Mesdames et Messieurs,

Nous devons être mieux en mesure, à l'avenir, d'intégrer dans notre action les multiples facteurs qui déterminent une véritable couverture universelle. Le chemin à suivre passe par une nouvelle approche, par un changement culturel que je souhaite illustrer en cinq points:

Premièrement, l'heure n'est plus aux efforts isolés des ministères de la santé. Une action cohérente avec les différents domaines politiques, qu'il s'agisse des affaires sociales, des affaires étrangères, du développement ou encore de l'économie, des finances et de la recherche, est nécessaire. En Suisse, le gouvernement a adopté une stratégie de politique extérieure de la santé qui renforce la coordination entre les services concernés et définit des objectifs communs ainsi que des principes et des instruments de collaboration. Le thème de la couverture universelle y occupe une place importante.

Ainsi, la composition de la délégation suisse à l'Assemblée mondiale de la Santé reflète l'approche multisectorielle prônée par notre stratégie de politique extérieure de la santé, et je me réjouis de constater que de nombreuses autres délégations comprennent elles aussi des représentants de différents ministères.

Deuxièmement, l'importance des déterminants sociaux de la santé apparaît de plus en plus clairement. Les conditions différentes dans lesquelles les personnes naissent, vivent et travaillent entraînent des inégalités dans l'accès à la santé, inégalités qui ont encore tendance à s'amplifier avec la crise économique et financière actuelle.

La pauvreté demeure le principal obstacle à l'atteinte du niveau de santé le plus élevé possible, objectif que la constitution de l'OMS assigne à nous tous.

La promotion de l'équité en matière de santé est essentielle au développement durable. Même dans les pays ayant mis en place les instruments d'une couverture universelle, les efforts pour diminuer les inégalités doivent être poursuivis sans relâche.

Troisièmement, l'un des thèmes principaux de notre Assemblée, celui des maladies non transmissibles, le montre: nous sommes confrontés à des défis nouveaux, qui demandent des solutions nouvelles.

Le développement rapide des maladies non transmissibles nous préoccupe et nous fait craindre, outre les conséquences pour les personnes atteintes, un impact négatif sur le développement économique au niveau mondial et une explosion des coûts de la santé. Nos systèmes de santé sont mis au défi de développer de nouveaux modes de prise en charge accordant une plus grande importance à la responsabilisation et à la participation active des patients. Par ailleurs, l'importance de la prévention est toujours plus grande.

Quatrièmement, nous devons assumer notre responsabilité globale. Nous accordons une grande importance au renforcement des systèmes de santé,

clé de voûte de la couverture universelle. L'accent est mis sur le renforcement des capacités locales en matière de gestion, de personnel de santé et d'infrastructures, avec une attention particulière aux populations pauvres et défavorisées.

Dans le cadre de l'initiative "Providing for Health" visant à la mise en place de systèmes de protection sociale en matière de santé dans les pays partenaires, la Suisse, l'Allemagne et la France organisent demain soir un événement consacré à la couverture universelle, en présence de représentants de plusieurs pays concernés. Vous y êtes cordialement invités.

Cinquièmement, aux nouveaux défis d'aujourd'hui et de demain doit correspondre une nouvelle manière d'aborder les relations entre l'OMS et ses Etats membres ainsi que le fonctionnement de l'Organisation elle-même.

Concernant les relations avec l'OMS, la Suisse figure parmi les premiers pays industrialisés à négocier une "stratégie de coopération par pays". Nous espérons qu'une telle stratégie nous permettra d'avoir une meilleure vision d'ensemble de nos relations avec l'OMS, de clarifier les attentes de part et d'autre et, en fin de compte, d'agir plus efficacement en faveur de la santé.

Concernant le fonctionnement de l'OMS, la Suisse s'engage de manière déterminée en faveur de la poursuite des travaux de réforme. A une époque où le nombre d'acteurs est en croissance constante, le maintien du rôle premier de l'OMS dans la gouvernance mondiale de la santé, ainsi que la durabilité et la prévisibilité de son financement revêtent une importance prioritaire pour la Suisse.

De manière générale, il nous semble souhaitable de se concentrer davantage sur la constitution de l'OMS et le rôle qu'elle attribue à notre Organisation.

Il s'agit d'un rôle de direction et de coordination, ainsi que d'appui technique aux Etats membres en matière de santé. Fixer des priorités, améliorer la cohérence entre les différents niveaux de l'Organisation, clarifier le processus budgétaire, renforcer le rôle des organes directeurs, s'orienter d'après les besoins réels des Etats membres: voici d'autres pistes qui nous semblent prometteuses.

Enfin, la Suisse se réjouit du fait qu'au niveau européen, avec "Santé 2020", une réflexion approfondie et constructive ait conduit à des orientations claires pour l'avenir.

Nous nous en inspirerons au niveau national pour mener nos propres réflexions sur les contours adéquats de la politique de santé dont nous souhaitons nous doter ces prochaines années.

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour la Suisse en tant que pays hôte et en tant que membre de l'Organisation mondiale de la Santé d'accueillir les travaux de son Assemblée. Soyez assurés que nous continuerons à nous investir pour que les organisations sises en Suisse, et plus particulièrement à Genève, bénéficient de conditions d'accueil optimales. Dans l'immédiat, j'espère que vous serez nombreuses et nombreux à nous faire le plaisir de participer à l'apéritif que la Suisse offrira ce soir après la fin des travaux.

L'OMS, dont la réforme est en cours, est une organisation qui a le potentiel d'apporter de réelles améliorations dans la vie des gens. Permettez-moi d'exprimer le vœu que nos travaux, cette semaine, nous fassent avancer sur cette voie.

Je vous remercie.